



## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

---

N°2021-410

Objet : rue Notre Dame (n°46)

Arrêté de voirie portant permis de stationnement

Délivré à la SAS CBI L'Avenir

Le Maire de la Ville de Redon,

Vu les articles L 2213-6 et L 2331-4 alinéas 8 et 10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie « signalisation temporaire »,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté municipal n°13 du 28 février 1970 relatif à la conservation et la surveillance des voies communales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1<sup>er</sup> avril 2021 fixant les tarifs d'occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021,

Vu la demande en date du 9 septembre 2021, présentée par la SAS CBI L'Avenir – 4 rue des Pins – 44460 Saint Nicolas de Redon – SIRET : 751 695 453 00041 sollicitant l'occupation du domaine public, avec un échafaudage roulant (7m<sup>2</sup>), au n°46 rue Notre Dame, à compter du mardi 14 septembre 2021, à partir de 8h00 jusqu'au mardi 21 septembre 2021 à 18h00, pour réaliser des travaux de peinture de la façade, changement menuiseries, pose de châssis de toit, bouchage de baie et création d'ouverture et démolition d'un abri (conformément au dossier d'urbanisme déposé : DP 035 236 20 R0172),

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers sur la voie publique,

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La SAS CBI L'Avenir est autorisée, à occuper le domaine public, avec un échafaudage roulant (7m<sup>2</sup>), au n°46 rue Notre Dame, à compter du mardi 14 septembre 2021, à partir de 8h00 jusqu'au mardi 21 septembre 2021 à 18h00, pour réaliser des travaux de peinture de la façade, changement menuiseries, pose de châssis de toit, bouchage de baie et création d'ouverture et démolition d'un abri (conformément au dossier d'urbanisme déposé : DP 035 236 20 R0172).

### ARTICLE 2 : Validité de l'arrêté

La présente autorisation est délivrée du mardi 14 septembre au mardi 21 septembre 2021.

Toute modification de durée ou d'emprise doit être signalée dans les 24 heures aux Services Techniques pour l'obtention d'un nouvel accord.

### ARTICLE 3 : Prescriptions techniques particulières

Le pétitionnaire s'engage à assurer la sécurité et la libre circulation des usagers sur les trottoirs et chaussées ainsi que la desserte des propriétés riveraines durant les interventions.

- Protection et nettoyage de la voirie à la charge de l'entreprise.
- Prévoir un cheminement pour les piétons,
- L'entreprise devra respecter le protocole sanitaire et les préconisations gouvernementales en vigueur durant la période de travaux.

Le pétitionnaire devra prendre les mesures nécessaires afin de préserver l'accessibilité des secours aux immeubles ainsi qu'aux bouches incendie.

### ARTICLE 4 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la collectivité.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 5 : Renouvellement de l'arrêté

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas d'annulation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'une semaine à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

### ARTICLE 6 : Tarification

<u>Montant indicatif dû :</u> du mardi 14 septembre au mardi 21 septembre 2021
<u>Nombre de jour(s) :</u> 8 jours
<u>Surface occupée :</u> 7 m <sup>2</sup>
<u>Prix/m<sup>2</sup>/jour :</u> 0,39 €
<b>Total : 21,84 €</b>

Les droits d'occupation de voirie seront perçus conformément aux tarifs fixés par la délibération du Conseil Municipal susvisée (minimum de perception de 15,00 €). Ils pourront être révisés par rapport au constat établi par l'agent communal le jour de la mise en place et du repli des installations et en fonction des modifications d'occupation du domaine public.

**ARTICLE 7 : Notification**

La présente autorisation sera adressée par voie de mail ou postale à la SAS CBI L'Avenir.

**ARTICLE 8 : Exécution**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Redon et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Redon, le 10 septembre 2021

Pour le Maire  
André Croguennec  
Le Conseiller Municipal Délégué  
À l'Occupation de l'Espace Public

